

Les stratégies du pire

Jeune Afrique, 16 février 2018 Par Tshitenge Lubabu M.K. Certains dirigeants africains sont prêts à tout pour conserver leur pouvoir, quitte à tuer des innocents. C'est un pays bien réel où chaque jour qui s'écoule teint nous en dit long sur le véritable état d'esprit de ceux dont le seul mérite est de détenir une parcelle de pouvoir. Un pouvoir dont ils abusent nous transformant à l'envi en chair à canon.

Incapables de résoudre les problèmes existentiels auxquels les citoyens sont confrontés au quotidien, croyant être les seuls détenteurs de la vérité, ceux qui ont le contrôle de la force publique dirigent la violence d'état en mode de fonctionnement. Mais faucher les vies innocentes armées seulement de leur parole a-t-il un sens? Bien sûr que non. Quand on envoie dans la rue des policiers et des militaires armés jusqu'aux dents, est-ce pour encadrer les manifestations ou les réprimer? Lorsque, au nom de je ne sais quelle logique, on pense que les citoyens ne sont qu'un troupeau de vaches, de moutons ou de chèvres auxquels on dénie les droits les plus élémentaires, dont celui de dire non, n'a-t-il pas l'air d'une dérision? Une petite mise en garde à tous les donneurs d'ordres: on ne construit pas concorde sur une montagne de ressentiments. La politique du canon, des mensonges gratuits, des gesticulations, des pirouettes et des intimidations est suicidaire. Je m'adresse à tous ceux qui pensent que le peuple n'est rien d'autre qu'un gibier. Le cas du Burundi est de cet authentique pays, depuis quelques jours, le Burundi s'active. Ce petit état, aussi bien réel, classé parmi les plus pauvres, déchiré par la décision contestée de son actuel président, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat au mépris de la loi fondamentale, cherche à prouver à la face du monde qu'il peut financer les prochaines élections. La recette est originale: prélèvement de 10% sur les salaires des fonctionnaires, cotisation mensuelle des étudiants de l'ordre de 1,90 dollar (1,54 euro), entre autres. Pour rappel, le Burundi a vu tous ses donateurs étrangers fermer les robinets en guise de représailles quand Nkurunziza a brigué un troisième mandat. L'orgueilleuse mobilisation des fonds d'urgence par le président burundais appelle un bémol. Ou plutôt deux. Un% la porte ouverte à tous les financiers extérieurs qui seraient disposés à lui donner un coup de main. Curieux, non? Dès qu'il réussit son coup, Nkurunziza pourrait organiser un référendum constitutionnel afin que le mandat présidentiel soit durable et indéterminé. Si j'étais à sa place, j'aurais renoncé à un tel projet en m'inspirant du rejet par les Kenyans d'une proposition similaire. J'imagine d'ailleurs sa réponse: «Le Burundi n'est pas un état vassal, qui se trouve en Afrique a ses propres réalités.» Bien évidemment! Irrégularités électorales à votre avis, à qui faut-il s'adresser? L'homme politique africain le plus clownesque? J'en connais un qui fera sans doute l'unanimité. Il s'agit du septuagénaire kényan appelé Raila Odinga. Souvenez-vous. L'année dernière, ce monsieur avait retenu toute notre attention en démontrant que l'élection présidentielle organisée dans son pays et à laquelle il avait participé comme candidat était entachée de beaucoup d'irrégularités au bannière de l'Uhuru Kenyatta, déclaré vainqueur. Le ministre de justice du Kenya lui prêta une oreille attentive. Le scrutin fut annulé. Il fallait donc tout recommencer. Une décision rarissime en Afrique. Mais, contre toute attente, Odinga s'était résigné, laissant la voie libre à son rival, qui fut réélu. Comment expliquer alors la «prestation de serment», fin janvier, en tant que «président du peuple» de celui qui avait fui les urnes? Raila Odinga au Kenya Si j'étais Kenyatta, j'aurais simplement éclaté de rire pour le bien-être de nos zygomatiques. Et je n'aurais pas fermé les chaînes de télévision ayant diffusé les images de cette cérémonie. Fermer, c'est empêcher les médias de jouer leur rôle, qui reste clair: informer sans parti pris. En quoi la bouffonnerie d'Odinga peut-elle menacer la stabilité du Kenya? Sachons raison garder. Ancien journaliste à Jeune Afrique, spécialiste de la République démocratique du Congo, de l'Afrique centrale et de l'Histoire africaine, Tshitenge Lubabu écrit régulièrement des Post-scriptum depuis son pays natal.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});